

**DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE S.E.M. LAURENT GBAGBO-
VŒUX DU NOUVEL AN 2010**

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;
Mesdames et Messieurs les Responsables d'Institutions de la Côte d'Ivoire ;
Monsieur le Premier Ministre ;
Mesdames et Messieurs les Ministres.

Je voudrais souhaiter la bonne année à tous les diplomates ici présents. Je voudrais que la paix du Seigneur soit sur eux et sur leurs familles. Qu'ils transmettent aux Souverains qui les ont mandatés les vœux très sincères de la Côte d'Ivoire ; vœux de paix, vœux de bonheur et que les relations qui nous unissent soient des relations sereines, empreintes de sincérité, de cordialité.

Depuis quelques temps, sur le front international, il y a tantôt un bon vent, tantôt un mauvais vent. Or, les relations internationales nous concernent tous. L'Apartheid est derrière nous. La colonisation est derrière nous. Mais, on a encore quelques problèmes qui tendent à prendre fin. Le Président Obama avait annoncé de bonnes choses sur l'Irak. Nous attendons. Nous l'encourageons. Nous attendons.

Il a annoncé de bonnes choses sur les camps de Guantanamo ; il a répété cela encore il y a quelques jours. Nous souhaitons cela. Tout ce dont je parle, c'est pour apaiser le climat mondial, le climat international. Parce que quand le climat est tendu dans le monde, les grands pays se battent entre eux mais nous les petits pays, nous sommes écrasés. Or, nous ne voulons pas être écrasés. Donc, nous préférons que les grands s'entendent pour que nous ne soyons pas écrasés en bas. Pour que nous puissions respirer. Il faut que le Nord aille vers la détente ; une détente réelle, une détente véritable.

Monseigneur, vous avez dans votre adresse à la Côte d'Ivoire, à ses autorités et à son peuple, soulevé beaucoup de points. Je voudrais, en réponse soulever - je parlerai tout à l'heure des élections dont vous avez parlé abondamment - soulever un problème qui est important pour la Côte d'Ivoire ; non seulement pour la sortie de crise mais aussi pour la vie même de la Côte d'Ivoire. Ce sont les grèves à répétition. Cela fait bientôt dix ans que je suis Président. Nous avons eu 83 grèves et dix-huit mois non ouvrés, C'est-à-dire que si on comptabilise les jours de grèves, cela fait dix-huit mois. Les gens se mettent en grève. Alors, quand je prends des décisions, les grévistes sont un peu surpris. Mais, je voudrais expliquer que la démocratie, c'est la liberté. Mais, il n'y a pas de liberté sans limite.

La démocratie autorise les grèves. Mais la démocratie autorise aussi les patrons à bloquer les salaires de ceux qui décident d'aller en grève. Ce qui fait que quand on va en grève, on sait qu'on va avoir le salaire coupé. Et on s'en va en grève. La démocratie fait cela parce que s'il n'y a pas d'instruments de rétorsion, il n'y aura pas de travail. Parce que chaque être humain aimerait bien rester tranquille à la maison, sans travailler et être payé. J'ai rencontré un ami européen qui me disait qu'il n'y a qu'en Afrique que les gens font la grève. Ils ne travaillent pas et on les paie. Il a raison. Alors que dans notre loi, celui qui fait la grève, on doit couper dans son salaire.

Mais, ici, quand on coupe le salaire de celui qui se met en grève, c'est comme si on est contre lui. Moi, qui vous parle, j'ai fait au moins dix grèves quand je travaillais ; mais à chaque fois on m'a coupé le salaire. Et je n'ai jamais fait de délégation pour demander à ce qu'on rétablisse les salaires. Jamais. Parce que c'est en connaissance de cause qu'on rentre dans la grève. Donc, il faut que les Ivoiriens comprennent que le droit de grève est assorti du droit à ne pas avoir de salaire. Le salaire est la contrepartie du travail qu'on donne ; du travail qu'on fait. Si on ne travaille pas, on n'est pas payé. Il faut que cela soit compris par tout le monde et je choisis cette séance solennelle pour le dire.

Mais, en plus de cela, j'ai soulevé le problème de grève pour quoi ? Parce qu'il y en a qui viennent : «Il faut qu'on augmente les salaires». Je n'augmenterai rien. Et je voudrais le dire très solennellement, ici. Je n'augmenterai rien. Pourquoi ? Parce que j'ai trouvé un endettement excessif ; 6400 milliards de dettes pour la Côte d'Ivoire, c'est trop. Nous étions amenés à payer la dette à hauteur de 700 milliards par an. Nous travaillons aujourd'hui avec le Gouvernement pour que cette dette soit réduite. Nous avons fini la première partie qui a consisté à serrer la ceinture, pour payer un peu à la Banque Mondiale et un peu à la BAD ; 108 milliards à la Banque Mondiale, 100 milliards à la BAD. Nous avons fait des efforts. Ils ont été très durs. Mais, nous avons passé le cap.

Nous avons discuté. Nous avons atteint le point de décision mais cela ne veut pas dire qu'on a annulé la dette. Cela veut dire que maintenant, nous avons des efforts à faire pour qu'on annule les dettes. Et qu'on nous regarde ; qu'on nous surveille. Notre masse salariale a doublé depuis que je suis au pouvoir. Tout les Corps des administrations ont vu leur pouvoir d'achat augmenter. Il n'y en a pas un seul qui n'ait pas vu son pouvoir d'achat augmenté. J'ai été juste. J'ai été généreux. Mais, j'ai été généreux parce que j'avais de quoi être généreux. Maintenant, pour que je sois encore plus généreux, il faut qu'on me réduise totalement la dette. C'est-à-dire qu'il faut qu'on attende le point d'achèvement.

Je suis donc en partenariat avec le FMI, la Banque Mondiale, la BAD, l'Union Européenne, les Etats-Unis, tout le monde. Pour que nous leur montrions notre volonté à maîtriser notre masse salariale pour que le point d'achèvement arrive. Avant que le point d'achèvement n'arrive, je n'augmenterai pas un sou sur les salaires de quiconque. Donc, les gens peuvent se mettre en grève. S'ils se mettent en grève, les résultats qu'ils vont récolter, c'est seulement qu'ils n'auront pas leurs salaires. C'est tout ce qu'ils vont récolter. Sinon, ils ne vont pas récolter une augmentation de salaire. Mais, je suis si ferme et si clair parce qu'il s'agit de bien général.

Le Nonce Apostolique a parlé tout à l'heure de la pauvreté grandissante. J'en dirai peut-être un mot tout à l'heure. Mais, il s'agit du bien général. Le point d'achèvement, c'est pour toute la Côte d'Ivoire. L'augmentation du salaire de tel bord, c'est pour seulement ces quelques Fonctionnaires. Entre un Corps de Fonctionnaires et l'ensemble de la Côte d'Ivoire, je choisis et je choisirai toujours l'ensemble de la Côte d'Ivoire. Donc, de maintenant jusqu'au point d'achèvement, je n'augmenterai rien du tout comme salaire et il faut que cela soit clairement entendu des pays, parce que nous avons commencé à discuter déjà avec le Club de Paris. Certains pays devançant déjà. Ils remettent tout ou une partie de leurs dettes. Je les en remercie.

Certaines institutions anticipent en nous aidant, mais, c'est pour des tâches bien précises. C'est pour des travaux bien précis. Vous avez lu comment Abidjan était une poubelle. Nous sommes peut être pauvres mais si nous sommes en bonne santé, c'est bon. Mais vivre à Abidjan, c'était vivre dans la maladie. Avec l'aide de la Banque Mondiale, nous avons réussi déjà à enlever plus de 4000 tonnes de déchets. Ce n'est pas encore fini. On va continuer. S'il y a encore des saletés ici et là, c'est parce que le problème n'est pas résolu définitivement. Il nous faut trouver comment caser les saletés ou bien comment les détruire. En même temps, ne pas toucher aux nappes phréatiques qui desservent Abidjan.

Abidjan a maintenant des problèmes d'eau. La plus grande nappe phréatique que nous avons aujourd'hui se trouve vers Bonoua. Donc, il nous faut faire ces deux choses en même temps. Je remercie la Banque Mondiale. Je remercie tous ceux ici présents, les Etats-Unis, la Japon, la France, l'Espagne, la Chine... Tous ceux qui nous ont aidés en nous donnant une partie ; en nous remettant une partie de nos dettes. Je les remercie. Je remercie l'Arabie Saoudite et les pays arabes qui nous prêtent à des taux très fraternels pour faire les grands travaux que nous avons à faire. Mais, l'heure n'est pas à l'amusement aujourd'hui. Et j'ai toujours dit que tout cela faisait partie de la sortie de crise.

On ne peut pas dire seulement que la sortie de crise, c'est de chercher à faire des élections. Chercher à faire en sorte que le Gouvernement qui sera mis en place ait les moyens de travailler vite pour construire les écoles ; pour mettre les filles à l'école. Les filles ne sont pas à l'école. En tout pas, elles le sont insuffisamment. J'ai parlé hier avec la Banque Mondiale de mon projet de 10 lycées de jeunes filles en Côte d'Ivoire. Au début, j'en voulais 3, maintenant, j'en veux 10. Et je crois qu'en parlant, cela va se faire. Mais il faut qu'on rattrape. Il faut que les filles aillent à l'école. Il faut que les jeunes aillent à l'école aussi. Donc voilà sur ce point là, la clarification que je voulais faire.

Maintenant sur les élections. Le Président Beugré Mambé est assis là. J'ai dit et je répète qu'il faut que nous l'aidions. Il faut que nous l'aidions lui-même mais toute la CEI (ndlr : Commission Electorale Indépendante) à aller vite. Aujourd'hui, j'ajoute qu'il faut aller vite mais qu'il faut aller bien. Il faut aller vite mais il faut aller bien. Monseigneur, dans la Constitution, le mandat présidentiel est de 5 ans. Moi, j'ai été élu une fois, mais cela fait 10 ans que je suis Président. C'est qu'il y a quelque chose. C'est qu'il y a un problème. Si on ne tient pas compte de ce problème, et qu'on dit : «Ah cela fait 10 ans que Gbagbo est là !», on ne dit rien. On ne bouge pas.

Dans la Constitution, un mandat normal est de 5 ans. Moi, pour une élection, j'ai deux parts. Il y a un problème ! Evidemment, ces deux parts, elles sont constitutionnelles. Donc, je ne les ai pas volées. Mais, même si je ne les ai pas volées, il nous faut retomber sur la normalité. Il faut aller sur la normalité. Il faut aller sur la normalité. Mais pourquoi y a-t-il eu problème ? Le problème, c'est que des Ivoiriens ont estimé qu'ils étaient laissés pour compte ; qu'ils n'avaient pas de cartes d'Identité, qu'on ne s'occupait pas d'eux et qu'on ne les considérait pas comme des Ivoiriens.

Et moi-même en tant que Député et Secrétaire Général à l'époque du Front Populaire Ivoirien (FPI), je suis allé faire ma tournée dans le Nord, plus

précisément à Minignan. Quelqu'un m'a dit dans son discours : «M. Gbagbo, si vous pouvez nous aider, aidez-nous. Nous, nous ne sommes pas des guinéens, mais, la Côte d'Ivoire nous a oubliés». Je n'oublierai jamais cette phrase que j'ai répétée partout. Et récemment à Minignan, j'ai demandé après le monsieur qui avait fait le discours mais, malheureusement, il est décédé.

Mais c'est une interpellation. Et c'est l'un des fondements de la guerre que nous avons connue. Donc il ne faut pas se contenter de crier : «On va aller aux élections ; on va aller aux élections». On va aux élections, mais, ceux qui seront inscrits sur les listes électorales recevront en même temps leurs cartes d'identité. Voilà l'aspect premier de la question et c'est peut-être cela qui rend compliqué le travail de Mambé et ses amis. C'est un aspect double. Donc, les organisateurs des élections ont en même temps, sans le vouloir, une compétence d'Etat-civil. Or, ces derniers temps, partout les ivoiriens se plaignent qu'ils ont été identifiés et qu'ils ne sont pas inscrits sur les listes.

Après le travail de la SAGEM et de l'INS ; après que le Premier Ministre et moi-même nous leur ayons demandé de faire un effort pour retrouver les Ivoiriens, parce que c'est cela notre travail. Ils ont fait un premier effort. Ils ont fait un deuxième effort. On a pêché 1.333.000 de gens qu'on n'arrivait pas à retrouver. On est passé au croisement physique. Le croisement physique marche bien et je crois qu'on aurait dû le commencer plus tôt. Il marche bien, mais il y a beaucoup d'Ivoiriens qui ne sont pas encore sur la liste. Si notre volonté, c'est que tous les Ivoiriens soient inscrits dessus, il faut qu'on le dise et moi je le dis.

Il faut que tous les Ivoiriens qui ont été identifié soient inscrits sur la liste électorale pour que non seulement ils votent mais pour qu'ils aient leurs cartes d'identité. Ça, c'est une première chose. Deuxièmement, il faut que tous les étrangers qui sont sur la liste électorale sortent des listings. Ce n'est pas compliqué. Techniquement, la mise en pratique est peut-être difficile, mais, cela peut se faire. Et puis, ne faites pas de confusion de rôle. Quand un ivoirien vient dire à la CEI locale : «un tel dont je vois la photo ; Il n'est pas ivoirien, il est étranger». La CEI ne peut plus rien. Parce que c'est la Justice et elle seule qui peut juger sur le problème de citoyenneté. Mais, alors, il faut que les gens de la CEI transmettent les dossiers aux Juges pour que le jugement soit dit. Il faut cela. Il faut qu'on travaille vite mais qu'on travaille bien.

Aujourd'hui, quand on fait le point avec les rapports de Police, des Préfets, des Gendarmes, que je reçois, on est à combien ? Dans certains endroits 40%, 45% peut-être, 30%, 15%, 10%. On ne peut pas aller aux élections comme cela et on ne va pas régler les problèmes qui nous ont emmenés la crise comme cela en adoptant une solution bancaire. On a trop souffert. Et on a enduré 10 ans. On a enduré des milliards que nous avons dépensés. Ces milliards auraient pu servir pour construire des écoles, mais on a payé. Il faut que le travail se termine bien. Je voudrais dire à M. Mambé de la CEI, au Premier Ministre surtout - que j'ai commis, pour ce qui est de l'exécutif, c'est lui qui parle avec la CEI - de faire un dernier effort pour que la fin ne gâte pas le tout.

Tous les Ivoiriens ont fait beaucoup d'efforts. Nous avons passé beaucoup de temps. Nous avons parlé beaucoup. Mais il faut absolument que la fin ne gâte pas le tout. Il faut que ce qui reste à faire soit bien fait. Il faut que les Ivoiriens soient inscrits pour qu'ils aient leurs cartes d'identité. Il ne faut plus jamais

oublier ce deuxième aspect. Pour qu'ils votent ; pour qu'ils aient leurs cartes d'identité. Pour qu'un Ivoirien ne dise plus qu'on ne s'occupe plus de lui. Il faut que les étrangers sortent de la liste.

Ceux qui y sont indûment, on a décidé qu'on ne les mettrait pas en prison. On a même décidé que tous ceux qui voulaient avoir la carte d'identité, en fassent la demande. Je signe toujours les décrets. Il n'y a de mois qui passent sans que je ne signe de décrets. Je dirai, d'ailleurs, combien de dossiers de naturalisation j'ai signé depuis que je suis là, pendant la campagne. On signe, mais, il faut que tout se passe dans les règles pour qu'on sorte vraiment de la crise. Monseigneur, je ne veux pas qu'on fasse semblant de sortir de la crise et que demain on retrouve une autre crise devant. C'est un sujet dont j'ai discuté avec le Président Ali Bongo qui vient me voir dans quelques jours. Tout le monde a crié : «Ah! Au Gabon, c'était très bien !». Dès qu'on a proclamé les résultats, il y avait des bagarres.

Je ne veux pas cela pour mon pays. Je ne veux pas cela en Côte d'Ivoire. Je dis qu'une fois qu'on a proclamé les résultats, il faut que ce soit imparable. Il ne faut plus que quelqu'un soit capable, même s'il en avait envie, de protester. On peut toujours protester, mais, il ne faut pas que quelqu'un ait les bases matérielles pour protester. Donc, je veux qu'avant d'aller aux élections, on finisse bien le travail. Monsieur le Premier Ministre, je vous y engage. Vous et votre Gouvernement, je vous y engage. Voilà, Monseigneur, ce que je voulais dire pour répondre à vos propos aimables. Je voudrais dire aux Ivoiriens d'être sereins. De toutes les façons, dans deux mois, on va aller aux élections.

Donc il faut qu'ils soient sereins. Il faut que tout le monde soit tranquille, serein. Mais il faut en même temps avoir le courage de dire qu'ici ça ne va pas. Mais, si nous nous asseyons tous pour dire tout le monde est beau ; tout le monde est gentil. Ah vraiment ! Nous sommes des frères bien aimés. Qu'on s'aime. Qu'on est joli ; qu'on est gentil et qu'après on trouve des problèmes, ce sera un problème pour nous tous. Celui qui sait et qui ne dit rien, sera coupable autant que celui qui fait. C'est pourquoi, je choisis ce jour pour dire à la face du monde, que vous représentez, ma part.

Je dis aux Ivoiriens d'être sereins ; de garder leur sérénité et de faire notre devoir nous tous envers notre pays et de préparer sereinement les échéances sportives qui nous attendent. Ça, c'est moins conflictuelle parce que le sport a cette caractéristique d'avoir civilisé les conflits. Moi, j'admire beaucoup les joueurs de tennis. Chacun met sa hargne à taper la balle. Cela vaut mieux que de taper quelqu'un. Alors je disais tout à l'heure à Madame l'Ambassadeur du Brésil - quand elle me saluait - que nous allons jouer contre vous à la Coupe du Monde. Mais, qui va gagner? Elle m'a dit «vous».

J'ai trouvé que c'était très diplomatique. En même temps, j'ai pris cela comme un bon vœu pour moi.

Que Dieu vous bénisse Monseigneur ;

Que Dieu bénisse tous ceux au nom de qui vous avez parlé ;

Que Dieu bénisse tous les Chefs d'Etat qui vous ont mandaté dans cette petite terre de Côte d'Ivoire ;

Que Dieu nous apporte la paix, la liberté et la prospérité ;

Qu'il apporte dans ce monde en ébullition le respect des uns et des autres ;

Que l'ONU nous suive et nous accompagne pour que la paix vienne. Parce que si vous avez 10 doigts et que le plus petit doigt est malade, c'est tout le corps qui est malade. Donc nous ne devons pas laisser un petit doigt malade. Nous sommes sensibles à vos efforts pour nous accompagner. Et vous nous accompagnez bien. Vous savez qu'on a quelques derniers réglages à faire, mais, on va les faire ensemble.

Que Dieu vous bénisse, je vous remercie.